

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

---

29 AOÛT 2003

---

## Proposition de loi instaurant une pause payée pour l'allaitement maternel

(Déposée par Mmes Sabine de Bethune et Mia De Schamphelaere)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 27 juin 2000 (doc. Sénat, n° 2-495/1 — 1999/2000).

#### 1. Introduction

Plusieurs études scientifiques ont attiré l'attention sur les avantages de l'allaitement maternel pour la mère et pour l'enfant. Dans le passé, des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef ont formulé des recommandations en vue de promouvoir et d'encourager l'allaitement maternel au niveau mondial.

Des statistiques ont néanmoins révélé que l'allaitement maternel est peu répandu en Belgique, ce qui résulte de l'absence d'une culture de l'allaitement maternel comme il en existe dans les pays scandinaves. D'une part, l'on n'a pas encore pris suffisamment de mesures organisationnelles, de sorte que de nombreuses mères actives ont du mal à combiner l'allaitement avec l'exercice d'une profession; d'autre part, l'information relative à l'allaitement maternel est insuffisante, si bien que la connaissance qu'en ont les médecins et le personnel infirmier laisse à désirer et que leur formation en ce qui le concerne et leur motivations à le défendre sont insuffisantes, d'où un encadrement déficient et une information insatisfaisante des femmes enceintes et des jeunes mères.

# BELGISCHE SENAAAT

---

BUITENGEWONE ZITTING 2003

---

29 AUGUSTUS 2003

---

## Wetsvoorstel tot instelling van een betaalde borstvoedingspauze

(Ingediend door de dames Sabine de Bethune en Mia De Schamphelaere)

---

### TOELICHTING

---

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 27 juni 2000 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-495/1 — 1999/2000).

#### 1. Inleiding

In taal van wetenschappelijke studies is gewezen op de voordelen van borstvoeding voor moeder en kind. Internationale organisaties, zoals de Wereldgezondheidsorganisatie en Unicef, hebben in het verleden aanbevelingen geformuleerd voor de wereldwijde promotie en ondersteuning van borstvoeding.

Niettemin blijkt uit cijfers dat de borstvoeding in België laag scoort. Dit houdt verband met het ontbreken in ons land van een borstvoedingscultuur, die er in Scandinavische landen wél is. Enerzijds bestaan er nog te weinig ondersteunende voorzieningen, waardoor veel werkende moeders het moeilijk hebben om borstvoeding te combineren met een baan; anderzijds wordt er onvoldoende informatie gegeven over borstvoeding, wat resulteert in een ontoereikende voorlichting, opleiding en motivering van artsen en verpleegkundigen en in een gebrekkige ondersteuning en voorlichting van zwangere vrouwen en jonge moeders.

Nous estimons que les mères doivent être libres d'opter ou non pour l'allaitement maternel, et que celles qui optent pour celui-ci doivent être encouragées et doivent pouvoir l'assurer dans les meilleures conditions. La mise en place d'un cadre légal constitue une condition importante à cet égard.

Comme bon nombre de mères souhaitent continuer à allaiter leur enfant après avoir repris leur travail, nous considérons qu'il y a lieu de prévoir une réglementation légale établissant la compatibilité de l'allaitement maternel avec l'exercice d'un travail. D'où notre proposition, qui instaure, en faveur des femmes au travail, une pause rémunérée de deux heures ou une réduction du temps de travail de deux heures par jour en vue de l'allaitement de leur enfant et dont elles peuvent bénéficier jusqu'à ce que celui-ci a atteint l'âge d'un an.

## 2. L'importance de l'allaitement maternel

Plusieurs études scientifiques ont montré que l'allaitement maternel réunit toutes les qualités d'un modèle alimentaire rationnel et différencié. Elles attirent l'attention notamment sur la haute valeur biologique du lait maternel, sur sa très bonne digestibilité et sur la protection qu'il offre contre diverses maladies infectieuses et contre diverses allergies. L'allaitement de l'enfant par sa mère a, en outre, une valeur affective et il accélère le rétablissement de celle-ci.

L'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef attirent, eux aussi, depuis des années, l'attention sur l'action bienfaisante de l'allaitement maternel. Ils affirment, dans la déclaration Innocenti (août 1990) qu'il faudrait que l'allaitement maternel dure six mois pour que ses bienfaits puissent être optimaux. L'idéal serait que la mère continue à allaiter son enfant jusqu'à l'âge de deux ans ou plus tout en lui procurant l'alimentation solide appropriée.

## 3. L'allaitement maternel en Belgique

Il ressort de deux études qui ont été menées parallèlement en Belgique néerlandophone et francophone en avril 1996 que, dans les maternités flamandes, 56 % à peine des femmes et, dans les maternités francophones, 68 % à peine des femmes donnent le sein à leur enfant.

Au bout de quelque trois mois — au moment où la plupart des mères qui travaillent à l'extérieur reprennent leur travail — le pourcentage des nouveaux-nés nourris par allaitement maternel tombe à 20 % environ. Au bout de six mois, 10 % à peine des mères donnent encore le sein à leur enfant.

Ces chiffres prouvent que les critères de l'OMS et de l'Unicef sont loin d'être respectés et que trop peu de nourrissons belges sont allaités suffisamment long-

Wij zijn van oordeel dat borstvoeding een vrije keuze van de moeder moet blijven, maar dat moeders die borstvoeding willen geven aangemoedigd moeten worden en daartoe in optimale omstandigheden de mogelijkheid moeten krijgen. De uitbouw van een wettelijk kader is daartoe een belangrijke vereiste.

Vanuit de vaststelling dat heel wat moeders ook na het hervatten van de arbeid de borstvoeding wensen verder te zetten, menen wij dat er nood is aan een wettelijke regeling die de combinatie van arbeid en borstvoeding onderbouwt. Vandaar ons voorstel dat voorziet in twee uur betaalde borstvoedingspauze of arbeidsduurvermindering per dag, tot het kind de leeftijd van één jaar heeft bereikt.

## 2. Het belang van borstvoeding

Uit verschillende wetenschappelijke studies blijkt dat borstvoeding alle kwaliteiten van een verantwoord en gedifferentieerd voedingspatroon verenigt. Gewezen wordt onder meer op de grote biologische waarde van moedermelk, de zeer goede verteerbaarheid en de bescherming tegen diverse infectieziekten en allergieën. Het geven van borstvoeding heeft bovendien ook een affectieve waarde en leidt tot een vlugger herstel van de moeder.

Ook de Wereldgezondheidsorganisatie en Unicef wijzen al jaren op de heilzame werking van borstvoeding. In de Innocenti Verklaring (augustus 1990) stellen zij dat borstvoeding, om optimaal te zijn, zes maanden zou moeten duren. Idealiter zou het kind daarna verder borstvoeding moeten krijgen — terwijl het geschikte vaste voeding krijgt — tot de leeftijd van twee jaar en eventueel later.

## 3. Borstvoeding in België

Uit twee onderzoeken die in april 1996 parallel werden uitgevoerd in Nederlandstalig en Franstalig België blijkt dat amper 56 % van de vrouwen in Vlaamse en 68 % in de Franstalige kraamafdelingen borstvoeding geven.

Na ongeveer drie maanden — het tijdstip waarop de meeste buitenshuis werkende moeders de arbeid hervatten — daalt het percentage baby's dat borstvoeding krijgt met ongeveer 20 %. Amper 10 % van de moeders geeft na zes maanden nog borstvoeding.

Uit deze cijfers blijkt dat de criteria van de WGO en Unicef bijlange niet worden gehaald en dat te weinig Belgische zuigelingen lang genoeg moedermelk krij-

temps par leur mère pour pouvoir bénéficier de manière optimale des bienfaits de l'allaitement maternel.

Le taux peu élevé de nourrissons nourris par allaitement maternel a différentes causes. Force est de constater tout d'abord qu'en Belgique, on ne peut toujours pas parler d'une «culture de l'allaitement maternel», malgré les efforts de certains organismes publics comme *Kind en Gezin* et certaines organisations non gouvernementales, comme la *Vereniging voor begeleiding en bevordering van borstvoeding (VBBB)*. L'information relative à l'allaitement maternel que l'on fournit dans le cadre de l'éducation, de l'enseignement et dans le secteur des soins de santé est insuffisante, de même que l'attention que l'on y consacre. L'on incite encore trop peu les femmes enceintes et les jeunes mères à donner le sein et l'encadrement dont elles bénéficient dans les maternités est souvent insuffisant.

Par contre, l'alimentation au biberon est encouragée depuis des années. Selon la *Vereniging voor begeleiding en bevordering van borstvoeding (VBBB)*, l'alimentation des bébés est sous forte emprise commerciale et l'industrie arrive à persuader de nombreuses femmes d'utiliser des aliments artificiels.

Nous espérons que la création, par la loi du 29 mars 1999, d'un Comité fédéral de l'allaitement maternel sera le premier pas vers une culture plus propice à l'allaitement maternel. L'objectif est d'arriver à ce que ce comité acquière une vision globale des problèmes relatifs à l'allaitement maternel. Il peut émettre à cette fin des avis sur toutes mesures relatives à la politique de l'allaitement maternel prises ou à envisager par l'autorité fédérale, évaluer la manière dont l'allaitement, exclusif ou non, est soutenu dans les maternités et ailleurs, rassembler des données chiffrées sur l'allaitement naturel, dialoguer avec toutes les instances compétentes pour la politique liée à l'allaitement maternel et organiser et soutenir les initiatives scientifiques ou autres susceptibles d'améliorer la promotion de l'allaitement maternel.

Un deuxième facteur important est l'inadaptation de notre législation sociale à la réalité de l'allaitement maternel.

Dans la pratique, les mères qui souhaitent continuer à allaiter leur enfant après leur congé d'accouchement, doivent rester à la maison. Dans la législation sociale et la législation du travail belge, on ne trouve en effet aucune réglementation en faveur des femmes qui ont repris le travail et qui veulent continuer à allaiter leur enfant. La Belgique ne reconnaît d'ailleurs toujours pas le droit général au congé d'allaitement. Celui-ci ne peut être obtenu que de deux manières: ou bien à titre de congé d'allaitement «prophylactique» imposé pour des raisons médicales, la femme recevant une allocation d'incapacité de travail égale à 60% de sa rémunéra-

gen om optimaal te kunnen genieten van de voordelen van borstvoeding.

Dit lage borstvoedingscijfer heeft verschillende oorzaken. Ten eerste is er de vaststelling dat we in België nog steeds niet kunnen spreken van een «borstvoedingscultuur», de inzet van overheidsinstellingen, zoals Kind en Gezin, en niet-gouvernementele organisaties, zoals de Vereniging voor begeleiding en bevordering van borstvoeding (VBBB), ten spijt. Er is onvoldoende informatie over en aandacht voor borstvoeding in de opvoeding, in het onderwijs en in opleidingen in de gezondheidszorg. Zwangere vrouwen en jonge moeders worden nog te weinig aangemoedigd om borstvoeding te geven en de begeleiding in kraamafdelingen is vaak ontoereikend.

Flesvoeding daarentegen wordt al jaren gepromoot. Volgens de Vereniging voor begeleiding en bevordering van borstvoeding (VBBB) is de babyvoeding verregaand gecommercialiseerd en weet de industrie veel vrouwen te overtuigen kunstmatige babyvoeding te geven.

We hopen dat de oprichting, bij wet van 30 maart 1999, van een Nationaal Comité voor de borstvoeding, de eerste stap is naar een borstvoedingsvriendelijker cultuur. Het is de bedoeling dat dit comité een allesomvattende kijk zou krijgen op de problemen die gebonden zijn aan borstvoeding. Daartoe kan het comité adviezen formuleren over alle door de federale overheid genomen of te overwegen beleidsmaatregelen inzake borstvoeding, de wijze evalueren waarop in kraamklinieken en elders het al dan niet uitsluitend geven van borstvoeding wordt bevorderd, cijfergegevens verzamelen over borstvoeding, overleg plegen met alle instanties die bevoegd zijn voor het beleid inzake borstvoeding en wetenschappelijke of andere initiatieven organiseren en ondersteunen die de bevordering van borstvoeding ten goede komen.

Een tweede belangrijke factor is het feit dat onze sociale wetgeving niet is aangepast aan de realiteit van borstvoeding.

De praktijk is dat moeders die na het zwangerschapsverlof borstvoeding wensen verder te zetten, thuis moeten blijven. Voor vrouwen die de arbeid hebben hervat en borstvoeding willen blijven geven bestaat er immers geen regeling in de Belgische sociale en arbeidswetgeving. België kent trouwens nog steeds geen algemeen recht op borstvoedingsverlof. Borstvoedingsverlof kan slechts op twee manieren verkregen worden: ofwel als «profylactisch» borstvoedingsverlof, dat om medische redenen verplicht wordt opgelegd en waarbij de vrouw een arbeidsongeschiktheidsuitkering van 60 % van het begrensde loon ontvangt, ofwel op grond van een CAO, waarbij

tion plafonnée, ou bien sur la base d'une CCT, le congé d'allaitement étant le plus souvent non rémunéré. La plupart des mères doivent dès lors soit interrompre leur carrière ou prendre un congé parental, soit rester simplement à la maison, sans bénéficier d'aucune forme d'indemnité. Il est fréquent toutefois que celles qui restent chez elles bénéficient d'un congé de maladie et reçoivent une indemnité à charge de l'assurance-maladie.

En déposant la présente proposition de loi, nous voulons créer le fondement légal nécessaire pour que l'allaitement maternel puisse être combiné avec l'exercice d'un travail et ce, en adaptant la législation sociale en faveur des femmes actives qui allaitent leur enfant.

#### **4. Notre proposition : une pause de deux heures par jour pour les femmes qui donnent le sein à leur enfant**

Combiner le travail et l'allaitement maternel demande à la mère un effort considérable et un profond dévouement. Il est donc essentiel qu'une travailleuse qui allaite son enfant ait le temps de le faire et dispose de l'espace et de la tranquillité nécessaires pour allaiter ou tirer son lait.

La présente proposition de loi veut accorder aux mères actives le droit à deux heures de pause rémunérée par jour pour l'allaitement de leur enfant, et ce, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge d'un an.

Elle prévoit que la mère peut mettre à profit cette pause pour allaiter effectivement son enfant ou pour tirer son lait et lui donner la possibilité de scinder la période de deux heures, ce qui lui permet de la diviser en deux pauses d'une heure, mais aussi d'arriver une heure plus tard sur son lieu de travail et de quitter celui-ci une heure plus tôt (ce qui correspond à une réduction de la durée de son temps de travail, conformément à ce qui a été proposé récemment dans le cadre d'une convention de l'OIT, voir *infra*). Pour concrétiser ce droit, il convient de tenir compte à la fois de la réalité organisationnelle de l'entreprise et de la réalité des besoins de la mère active.

La période de deux heures est assimilée à une période de travail et rémunérée comme telle. L'employeur récupérera toutefois par le biais d'une réduction d'impôts l'ensemble du coût salarial qu'entraînera l'exercice de ce droit. On solidarise de la sorte le financement du droit.

Plusieurs pays européens, comme le Luxembourg, l'Italie, la France, les Pays-Bas et l'Autriche connaissent un système similaire de pause rémunérée pour l'allaitement maternel.

Notre proposition tient d'ailleurs compte de l'avis n° 20 du 13 mars 1998 de la Commission permanente

het borstvoedingsverlof meestal onbezoldigd is. De meeste moeders zijn dan ook verplicht hetzij een beroep te doen op loopbaanonderbreking of ouderschapsverlof, hetzij gewoon thuis te blijven, zonder enige vorm van uitkering. In het laatste geval gebeurt het wel frequent dat deze vrouwen ziekteverlof wordt toegekend, met een uitkering op kosten van de ziekteverzekering.

Met dit wetsvoorstel willen wij de combinatie van arbeid en borstvoeding wettelijk onderbouwen door de sociale wetgeving aan te passen voor werkende moeders die borstvoeding geven.

#### **4. Ons voorstel : twee uur borstvoedingspauze per dag**

Het combineren van arbeid met borstvoeding vraagt een grote inspanning en inzet van de moeder. Het is dan ook van groot belang dat een werkneemster die borstvoeding geeft niet alleen de tijd, maar ook de ruimte en de rust heeft om te voeden of te kolven.

Dit wetsvoorstel wil aan werkende moeders het recht toekennen op twee uur betaalde borstvoedingspauze per dag, en dit tot het kind de leeftijd van één jaar heeft bereikt. De pauze kan door de moeder gebruikt worden om het kind effectief borstvoeding te geven of om moedermelk af te kolven.

Het staat de moeder vrij om de periode van twee uur op te splitsen. Zo kan zij de borstvoedingspauze opsplitsen in een pauze van tweemaal een uur of er voor opteren om een uur later toe te komen op het werk en het werk ook een uur vroeger te verlaten (wat neerkomt op een arbeidsduurverkorting, zoals voorgesteld door een recent ILO-Verdrag, zie verder). Voor deze praktische invulling van het recht moet zowel rekening gehouden worden met de organisatorische realiteit van de onderneming als met de realiteit van de noden van de werkende moeder.

De periode van twee uur wordt beschouwd als arbeidstijd en wordt als dusdanig vergoed. Wel zal de werkgever via een belastingvermindering 100 % van de loonkosten die gepaard gaan met de uitoefening van dit recht recupereren. Op die manier wordt de financiering van het recht gesolidariseerd.

Verscheidene Europese landen zoals Luxemburg, Italië, Frankrijk, Nederland, Spanje en Oostenrijk, kennen een gelijkaardig systeem van betaalde borstvoedingspauze.

Met ons voorstel sluiten wij trouwens aan bij het advies nr. 20 van 13 maart 1998 van de Vaste

du travail du Conseil de l'égalité des chances entre hommes et femmes concernant les pauses pour allaitement maternel, qui a été confirmé par le conseil, le 12 mars 1999.

Dans son avis, le conseil a constaté qu'en approuvant, en juillet 1990, la Charte sociale européenne (signée à Turin le 18 octobre 1961), la Belgique s'est engagée à exécuter l'ensemble des dispositions, y compris l'article 8.3. Conformément à cet article, les parties contractantes s'engagent, «en vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleuses à la protection, à assurer aux mères qui allaitent leurs enfants des pauses suffisantes à cette fin», ce qui a toujours été interprété comme l'obligation de prévoir des pauses rémunérées pour l'allaitement maternel.

Nous renvoyons également à la nouvelle convention relative à la protection de la maternité, qui a été approuvée le 15 juin 2000 par l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'article 10 de cette convention est rédigé comme suit :

«1. La femme a droit à une ou plusieurs pauses quotidiennes ou à une réduction journalière de la durée du travail pour allaiter son enfant.

2. La période durant laquelle les pauses d'allaitement ou la réduction journalière du temps de travail sont permises, le nombre et la durée de ces pauses ainsi que les modalités de la réduction journalière du temps du travail doivent être déterminés par la législation et la pratique nationales. Ces pauses ou la réduction journalière du temps de travail doivent être comptées comme temps de travail et rémunérées en conséquence.»

La Belgique est donc tenue d'adapter sa législation pour pouvoir ratifier la convention.

La présente proposition constitue un premier pas dans ce sens.

\*  
\* \*

Commissie arbeid van de Raad van gelijke kansen voor mannen en vrouwen betreffende borstvoedingspauzes, dat op 12 maart 1999 door de raad werd bevestigd.

In zijn advies stelde de raad vast dat België met de goedkeuring in juli 1990 van het Europees Sociaal Handvest (ondertekend te Turijn op 18 oktober 1961) het engagement op zich heeft genomen om uitvoering te geven aan het geheel van de bepalingen, inclusief artikel 8.3. Luidens dit artikel verplichten de overeenkomstsluitende partijen zich «om de onbelemmerde uitoefening van het recht van vrouwelijke werknemers op bescherming te waarborgen, te bepalen dat moeders die hun zuigelingen voeden daartoe voldoende tijd krijgen.» Dit werd steeds geïnterpreteerd als de verplichting te voorzien in betaalde borstvoedingspauzes.

Wij verwijzen ook naar het nieuwe Verdrag over moederschapbescherming dat op 15 juni 2000 door de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) werd goedgekeurd.

Artikel 10 van dit verdrag bepaalt :

«1. A woman shall be provided with the right to one or more daily breaks or a daily reduction of hours of work to breastfeed her child.

2. The period during which nursing breaks or the reduction of daily hours of work are allowed, their number, the duration of nursing breaks and the procedures for the reduction of daily hours of work shall be determined by national law and practice. These breaks or the reduction of daily hours of work shall be counted as working time and remunerated accordingly.»

België is dus gehouden zijn wetgeving aan te passen teneinde het verdrag te ratificeren.

Dit wetsvoorstel is hiertoe de eerste stap.

Sabine de BETHUNE.  
Mia DE SCHAMPHELAERE.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

Dans la loi du 16 mars 1971 sur le travail est inséré un article 39<sup>ter</sup>, qui est rédigé comme suit :

« Art. 39<sup>ter</sup>. — La travailleuse qui allaite son enfant a droit, par jour, à deux heures de pause pour allaitement maternel, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge d'un an.

Pour pouvoir prétendre au maintien de sa rémunération, la travailleuse doit avertir son employeur préalablement et produire un certificat médical attestant qu'elle allaite son enfant. »

## Art. 3

L'employeur qui occupe une travailleuse qui a eu recours à l'article 39<sup>ter</sup> de la loi sur le travail a droit à un crédit d'impôts d'un montant égal à 100% du coût salarial de la pause pour allaitement maternel, qui est proportionnel à la durée de celle-ci.

21 juillet 2003.

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

In de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt een artikel 39<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 39<sup>ter</sup>. — De werkneemster die haar kind borstvoeding geeft, heeft per dag recht op twee uur borstvoedingspauze tot het kind de leeftijd van één jaar heeft bereikt.

Om gerechtigd te zijn op het behoud van loon moet de werkneemster de werkgever vooraf op de hoogte stellen en een geneeskundig attest voorleggen waaruit blijkt dat zij haar kind borstvoeding geeft. »

## Art. 3

De werkgever die een werkneemster tewerkstelt, die een beroep doet op artikel 39<sup>ter</sup> van de arbeidswet heeft recht op een belastingkrediet ten belope van 100% van de loonkost die overeenstemt met de duur van de borstvoedingspauze.

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.  
Mia DE SCHAMPHELAERE.